

« Pour moi, on peut débattre du scrutin majoritaire »

FÉDÉRAL Le Premier ministre plaide pour la démocratie directe

Les étudiants de l'UCL ont eu droit à leur petit scoop du Premier ministre. Charles Michel donnait ce mercredi le premier cours de science politique à l'université louvaniste. Et puisqu'il était question de science politique, il leur a annoncé qu'à titre personnel, il était favorable à un débat autour du scrutin majoritaire. « Je parle en mon nom personnel, car ce gouvernement n'a pas la majorité pour réviser la Constitution, mais actuellement, le scrutin est proportionnel, avec un système de compromis. Cela crée des frustrations pour les citoyens car aucun parti ne peut exécuter son programme à 100 %. Dans d'autre pays, le scrutin majoritaire permet aux gens d'avoir un droit de décision sur la composition des gouvernements. Ce système n'est pas parfait non plus, mais ce sont des sujets à aborder avec un esprit ouvert », a-t-il dé-

claré en réponse à un étudiant qui lui disait la frustration répandue auprès des citoyens d'avoir un droit de cité.

Charles Michel a argumenté : « C'est un sujet important. Le modèle démocratique, il faut se demander comment le rendre tonique. Il faut casser les codes, un peu comme les réseaux sociaux, ou Uber, dans un autre domaine. Il faut se demander comment réformer l'interaction entre la politique et le citoyen. A titre personnel, j'estime qu'il faut plus de démocratie directe. Je suis favorable aux consultations populaires, aux référendums. » La semaine dernière, dans nos colonnes, Laurette Onkelinx indiquait qu'elle serait favorable au tirage au sort de citoyens pour composer la moitié au moins du sénat. Charles Michel s'est déclaré ouvert. « Ce sont des sujets que je trouve utiles et intéressants. »

Durant son exposé, le Premier

ministre s'est livré à une description et une défense de son action politique. « On peut reprocher beaucoup à ce gouvernement, mais pas de ne pas décider », a-t-il dit, répétant ainsi l'une de ses phrases fétiches. Concernant la nature exceptionnelle du gouvernement actuel, avec la N-VA au fédéral, un seul parti francophone dans la coalition, et « la présence totalement inédite du PS dans l'opposition », le Premier ministre a parlé aux étudiants de « transgression par rapport à ce qui se produisait depuis un quart de siècle. »

Les étudiants ont ensuite bombardé le Premier ministre de questions. Des questions gentilles ? « C'est sans doute le reflet de l'opinion, a dit le Premier ministre. Je pense que l'action du gouvernement est mieux perçue par l'opinion que par les médias et les communicants », a-t-il déclaré à quelques journalistes. ■

BERNARD DEMONTY